

Brochure n° 3226

Convention collective nationale

IDCC : 1285. – **ENTREPRISES ARTISTIQUES
ET CULTURELLES**

ACCORD DU 16 AVRIL 2007
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2007
NOR : ASET0750663M
IDCC : 1285

Entre :

La chambre professionnelle des directeurs d'opéra (CPDO) ;
Le syndicat professionnel des ensembles vocaux et instrumentaux
spécialisés (PROFEVIS) ;
Le syndicat du cirque de création (SCC) ;
Le syndicat des musiques actuelles (SMA) ;
Le syndicat national des scènes publiques (SNSP) ;
Le syndicat national des arts vivants (SYNAVI) ;
Le syndicat national des entreprises artistiques et culturelles
(SYNDÉAC) ;
Le syndicat national des orchestres et des théâtres lyriques subventionnés
de droit privé (SYNOLYR),

D'une part, et

La fédération des syndicats des arts, du spectacle, de l'audiovisuel, de la
presse (FASAP) FO ;

La fédération de la culture, de la communication et du spectacle (FCCS)
CFE-CGC ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite, gra-
phique, du spectacle et de l'audiovisuel (FFSCEGSA) CFTC ;

La fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de
l'action culturelle (FNSAC) CGT ;

La fédération communication conseil culture (F3C) CFDT ;

Le syndicat français des artistes-interprètes (SFA) CGT ;

Le syndicat national des artistes musiciens (SNAM) CGT ;
Le syndicat national des professionnels du théâtre et des activités culturelles (SYNPTAC) CGT ;
Le syndicat national des musiciens (SNM) FO ;
Le syndicat national libre des artistes (SNLA) FO (1) ;
L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA) spectacle et communication,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties au présent accord réaffirment leur volonté commune de défendre l'emploi culturel et son financement.

Les parties signataires du présent accord ont tenu compte de l'absence d'accord de revalorisation des salaires de la branche pour l'année 2006.

Elles rappellent qu'il est souhaitable que chaque entreprise mette en place une politique salariale interne.

Elles demandent aux entreprises non soumises à l'obligation de négocier chaque année les salaires, au sens de l'article I.4.2 de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, d'ouvrir des discussions sur les salaires.

Plus généralement, les parties au présent accord ont constaté l'inadaptation des courbes de carrières et des grilles des minima conventionnels à l'évolution de l'emploi dans le champ de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Dans le cadre de la renégociation de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, les parties ont mené un travail de révision des dispositions relatives à la courbe de carrière, aux salaires minima et à la nomenclature des emplois, pour l'ensemble des salariés.

Cette révision est intégrée au présent accord selon les modalités figurant à l'article 2 suivant.

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Article 2

Revalorisation des salaires minima conventionnels

Article 2.1

Revalorisation des salaires minima de l'article X.4 (catégorie non-artiste)

La revalorisation des salaires minima tient compte des travaux effectués en commission mixte paritaire de négociation de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles. Dans le cadre de ces tra-

(1) A l'exception de l'annexe I.

vaux, il a été proposé une nouvelle présentation de la grille des minima comprenant une majoration différentielle des salaires afin de repositionner différentes catégories d'emplois.

Les parties conviennent que, dans le cadre de la présente négociation annuelle des salaires, les minima conventionnels définis à l'article X.4 de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles seront revalorisés en deux temps.

Une première revalorisation tiendra compte de l'absence de revalorisation de branche pour l'année 2006 : à l'exception des cadres de catégorie 1, les minima conventionnels définis à l'article X.4 précité sont revalorisés de 3,1 % à compter du 1^{er} janvier 2007, selon la grille des minima.

(Voir tableaux pages suivantes.)

Grille des salaires bruts minima
applicable au 1^{er} janvier 2007 pour un horaire mensuel de 151,40 heures

Cadres

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
1	3 010,00	3 100,30	3 190,60	3 280,90	3 371,20	3 461,50	3 551,80	3 642,10	3 732,40	3 822,70	3 913,00	4 003,30
2	2 274,05	2 342,27	2 410,49	2 478,71	2 546,94	2 615,16	2 683,38	2 751,60	2 819,82	2 888,04	2 956,27	3 024,49
Directeur de service	2 067,31	2 129,33	2 191,35	2 253,37	2 315,39	2 377,41	2 439,43	2 501,45	2 563,46	2 625,48	2 687,50	2 749,52
Responsable de secteur(s) ...	1 929,49	1 987,37	2 045,26	2 103,14	2 161,03	2 218,91	2 276,80	2 334,68	2 392,57	2 450,45	2 508,34	2 566,22

Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
Chef de service ...	1 584,95	1 632,50	1 680,05	1 727,60	1 775,14	1 822,69	1 870,24	1 917,79	1 965,34	2 012,89	2 060,44	2 107,98
Technicien hautement qualifié ...	1 412,67	1 455,05	1 497,03	1 539,81	1 582,19	1 624,57	1 666,95	1 709,33	1 751,71	1 794,09	1 836,47	1 878,85
Chef d'équipe	1 360,98	1 401,81	1 442,64	1 483,47	1 524,30	1 565,13	1 605,96	1 646,79	1 687,62	1 728,44	1 769,27	1 810,10

Employés. – Ouvriers

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
1	1 292,07	1 330,83	1 369,59	1 408,36	1 447,12	1 485,88	1 524,64	1 563,40	1 602,17	1 640,93	1 679,69	1 718,45
2	1 257,61	1 295,34	1 333,07	1 370,79	1 408,52	1 446,25	1 483,98	1 521,71	1 559,44	1 597,16	1 634,89	1 672,62
3	1 254,31	1 291,94	1 329,57	1 367,20	1 404,83	1 442,46	1 480,09	1 517,72	1 555,34	1 592,97	1 630,60	1 668,23

Nota. – Le minimum du 1^{er} échelon pour le groupe 3 « Employés. – Ouvriers » est équivalent au SMIC mensuel (pour 151,40 heures) au 1^{er} juillet 2006.

Une seconde revalorisation intègre les travaux de la commission mixte paritaire : les minima conventionnels de l'article X.4 sont revalorisés selon la grille ci-après, au 1^{er} juillet 2007 :

Grille des salaires bruts minima
applicable au 1^{er} juillet 2007 pour un horaire mensuel de 151,40 heures

Cadres

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
1	3 010,00	3 100,30	3 190,60	3 280,90	3 371,20	3 461,50	3 551,80	3 642,10	3 732,40	3 822,70	3 913,00	4 003,30
2	2 300,00	2 369,00	2 438,00	2 507,00	2 576,00	2 645,00	2 714,00	2 783,00	2 852,00	2 921,00	2 990,00	3 059,00
Directeur de ser- vice	2 100,00	2 163,00	2 226,00	2 289,00	2 352,00	2 415,00	2 478,00	2 541,00	2 604,00	2 667,00	2 730,00	2 793,00
Responsible de secteur(s)	1 930,00	1 987,90	2 045,80	2 103,70	2 161,60	2 219,50	2 277,40	2 335,30	2 393,20	2 451,10	2 509,00	2 566,90

Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
Chef de service ...	1 600,00	1 648,00	1 696,00	1 744,00	1 792,00	1 840,00	1 888,00	1 936,00	1 984,00	2 032,00	2 080,00	2 128,00
Technicien hautement qualifié ...	1 450,00	1 493,50	1 537,00	1 580,50	1 624,00	1 667,50	1 711,00	1 754,50	1 798,00	1 841,50	1 885,00	1 928,50
Chef d'équipe	1 390,00	1 431,70	1 473,40	1 515,10	1 556,80	1 598,50	1 640,20	1 681,90	1 723,60	1 765,30	1 807,00	1 848,70

Employés. – Ouvriers

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON 1	ÉCHELON 2	ÉCHELON 3	ÉCHELON 4	ÉCHELON 5	ÉCHELON 6	ÉCHELON 7	ÉCHELON 8	ÉCHELON 9	ÉCHELON 10	ÉCHELON 11	ÉCHELON 12
1	1 300,00	1 339,00	1 378,00	1 417,00	1 456,00	1 495,00	1 534,00	1 573,00	1 612,00	1 651,00	1 690,00	1 729,00
2	1 275,00	1 313,25	1 351,50	1 389,75	1 428,00	1 466,25	1 504,50	1 542,75	1 581,00	1 619,25	1 657,50	1 695,75
3	1 275,00	1 313,25	1 351,50	1 389,75	1 428,00	1 466,25	1 504,50	1 542,75	1 581,00	1 619,25	1 657,50	1 695,75

Concernant les entreprises adhérentes au SMA employant moins de 10 salariés permanents (en référence à la déclaration annuelle AFDAS), la prise en compte récente de la présente convention génère d'ores et déjà des conséquences économiques significatives. C'est la raison pour laquelle, pour ces entreprises, l'application des augmentations telles que prévues au tableau ci-dessus est repoussée au 1^{er} janvier 2008 pour les emplois relevant des catégories comprises entre cadre 1 et TAM 3 incluse. Ces augmentations se cumuleront à celles négociées dans le cadre de la NAO 2008. La liste des entreprises concernées est donnée en annexe 1 au présent accord.

La partie employeurs indique qu'aucune nouvelle revalorisation de la grille des minima ne sera proposée dans le cadre des travaux de la commission mixte paritaire (CMP).

Conformément aux principes évoqués lors de la CMP, les parties poursuivront leurs travaux pour modifier l'architecture de la grille et y intégrer les critères classants.

Article 2.2

Revalorisation des minima des artistes

Article 2.2.1

Minima conventionnels des artistes engagés par les entreprises artistiques et culturelles

Sous réserve des articles 2.2.2 et 2.2.3 du présent accord, la revalorisation des minima conventionnels des artistes engagés par les entreprises artistiques et culturelles sera de 3,1 % au 1^{er} janvier 2007, selon la grille des minima ci-après.

Grille des salaires bruts minima des artistes-interprètes applicable au 1^{er} janvier 2007

(En euros.)

	Au 1 ^{er} janvier 2003 (revalorisation + 6 %)	Au 1 ^{er} juillet 2003	Au 1 ^{er} janvier 2004 (revalorisation + 2,4 %)	Au 1 ^{er} janvier 2005 (revalorisation + 2,1 %)	Au 1 ^{er} janvier 2007 (revalorisation + 3,1 %)
Contrat de plus de 3 mois					
Artiste-interprète	1 437,35	1 437,35	1 471,84	1 502,75	1 549,34
Stagiaire 1 ^{re} année (- 30 %)	1 006,13	1 006,13	1 030,28	1 051,91	1 084,52
Stagiaire 2 ^e année (- 15 %)	1 221,82	1 221,82	1 251,14	1 277,42	1 317,02
Contrat de 3 mois et moins					
Artiste-interprète	1 520,62	1 520,62	1 557,11	1 589,81	1 639,10
Stagiaire 2 ^e année (- 15 %)	1 292,47	1 292,47	1 323,49	1 351,28	1 393,17

	Au 1 ^{er} janvier 2003 (revalorisation + 6 %)	Au 1 ^{er} juillet 2003	Au 1 ^{er} janvier 2004 (revalorisation + 2,4 %)	Au 1 ^{er} janvier 2005 (revalorisation + 2,1 %)	Au 1 ^{er} janvier 2007 (revalorisation + 3,1 %)
Contrat au cachet					
M o i n s d e 150 lignes	54,27	54,27	55,57	56,74	58,50
Plus de 150 lignes	61,95	61,95	63,44	64,77	66,78
Artistes chorégraphiques	61,95	61,95	63,44	64,77	66,78
Répétitions					
Artistes-inter- prètes: SMIC horaire (*) x 4	27,32	28,76	28,76	30,44	33,08
Artistes chorégraphiques (maximum de 3 heures)	27,32	28,76	28,76	30,44	33,08
Salaires artistes musiciens					
Cachet de base	88,05	88,05	90,16	92,06	94,91
Répétitions	88,05	88,05	90,16	92,06	94,91
Salaire minimum mensuel	2 202,35	2 202,35	2 255,21	2 302,57	2 373,95
(*) Montant du SMIC horaire au 1 ^{er} juillet 2006 : 8,27 €.					

Article 2.2.2

Minima conventionnels des artistes musiciens permanents engagés par les formations orchestrales de droit privé

La revalorisation des minima conventionnels des artistes musiciens permanents engagés par les formations orchestrales de droit privé sera de 2 % au 1^{er} janvier 2007, selon la grille des minima ci-après.

Grille des salaires bruts minima des artistes musiciens permanents mensualisés équivalents temps plein par les formations orchestrales applicable au 1^{er} janvier 2007

(En euros.)

	2004	2005	2007
Tuttiste	2 700,00	2 756,70	2 811,83
Soliste	2 800,00	2 858,80	2 915,97
Chef de pupitre	2 990,00	3 052,79	3 113,85

Ces minima s'articulent avec les catégories définies dans les orchestres par accord d'entreprise.

Article 2.2.3

Minima conventionnels des artistes-interprètes permanents des chœurs permanents

La revalorisation des minima conventionnels des artistes-interprètes permanents des chœurs permanents sera de 3,1 % au 1^{er} janvier 2007. Cette augmentation s'ajoute à celle de 1,2 % applicable au 1^{er} janvier 2006 (cf. avenant du 28 septembre 2004 à l'annexe relative aux artistes-interprètes des chœurs permanents), selon la grille des minima ci-après.

Le montant des salaires bruts minima des artistes-interprètes des chœurs permanents pour 151 heures 40 minutes de travail effectif mensuel est fixé de la façon suivante en fonction de l'ancienneté :

Grille des salaires minima des artistes-interprètes permanents des chœurs permanents pour 151,40 heures applicable au 1^{er} janvier 2005

(En euros.)

ANCIENNETÉ	2004	2005	2006	2007
1 ^{re} année	1 437,36	1 528,97	1 547,32	1 595,29
De la 2 ^e à la 4 ^e année	1 489,30	1 579,34	1 598,29	1 647,84
De la 5 ^e à la 7 ^e année	1 537,00	1 631,92	1 651,50	1 702,70
De la 8 ^e à la 10 ^e année	1 590,00	1 688,87	1 709,14	1 762,12
De la 11 ^e à la 13 ^e année	1 643,00	1 746,92	1 767,88	1 822,68
De la 14 ^e à la 16 ^e année	1 706,60	1 812,63	1 834,38	1 891,25
17 ^e année	1 764,90	1 861,93	1 884,27	1 942,68
A partir de la 18 ^e année	1 % par an	1 % par an	1 % par an	1 % par an

Article 3

Revalorisation de l'indemnité de déplacement pour l'année 2007

Vu les nouvelles règles URSSAF applicables au 1^{er} janvier 2003 et la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacement au 1^{er} janvier 2007 ;

Vu les articles VIII.3 *a* et VIII.4.8 *a* de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles qui modifient le montant de l'indemnité conventionnelle de déplacement et sa répartition,

le montant de l'indemnité de déplacement est actualisé à 90 €, ventilé selon les modalités suivantes :

- chaque repas principal : 16,10 € ;
- chambre et petit déjeuner : 57,80 €.

Ce montant entrera en vigueur à la date de signature du présent accord.

Lorsqu'aux termes des dispositions de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, l'employeur a l'obligation de verser au salarié en déplacement professionnel ou en tournée une indemnité de petit déjeuner déconnectée de la nuitée, ladite indemnité de petit déjeuner sera égale à 5,20 €.

Article 4

Revalorisation des salaires réels

Article 4.1.1

Cas général

La revalorisation générale ne s'applique qu'aux « salaires réels » au sens de l'article X.5, alinéa 1, de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, soit :

- tout salaire de base déterminé pour 151,40 heures de travail mensuel, soit en moyenne 35 heures hebdomadaires, dès lors qu'ils se situent au-dessus des minima conventionnels de la branche, tels qu'ils sont prévus à l'article X.4.

Les parties conviennent que les salaires réels tels que définis ci-dessus seront revalorisés de 2,25 % au 1^{er} janvier 2007, sous réserve des articles 4.1.2 et 4.1.3 ci-après.

Article 4.1.2

Salariés engagés par les formations orchestrales permanentes de droit privé

Les parties conviennent que les salaires réels, tels que définis ci-dessus pour l'ensemble des salariés engagés par les formations orchestrales permanentes de droit privé employant les musiciens permanents en CDI seront revalorisés de 2 % au 1^{er} janvier 2007, sous réserve de l'article 4.1.3 ci-après.

Article 4.1.3

Modalités d'application de la revalorisation

Lorsque, dans une entreprise entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er} du présent accord, aucun accord collectif d'entreprise, aucun accord atypique ni engagement unilatéral de l'employeur n'ont prévu une revalorisation générale des salaires pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006, les dispositions de l'article 4 s'appliqueront au 1^{er} janvier 2007.

Lorsque, dans une entreprise entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er} du présent accord, un accord collectif d'entreprise, un accord atypique ou un engagement unilatéral de l'employeur ont prévu une revalorisation générale des salaires pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006 inférieure à la revalorisation prévue à l'article 4 du présent accord, les salaires du personnel de l'entreprise seront revalorisés selon la différence entre la revalorisation consentie au niveau de l'entreprise pour la période précitée et celle prévue à l'article 4 du présent accord.

Lorsque, dans une entreprise entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er} du présent accord, un accord collectif d'entreprise, un accord atypique ou un engagement unilatéral de l'employeur ont prévu une revalorisation générale des salaires pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006 égale ou supérieure à la revalorisation prévue à l'article 4 du présent accord, ces deux revalorisations ne se cumuleront pas.

Article 5

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour l'année 2007.

Les parties conviennent de se réunir dans le courant du dernier trimestre 2007, pour négocier sur les salaires de la branche conformément à l'article L. 132-12 du code du travail.

Article 6

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail de Paris et en 1 exemplaire au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent accord sera porté à l'extension par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 16 avril 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Liste des entreprises pour lesquelles l'application
de l'article 2.1 est reportée

[DJAZ] 51 ;
Adame-EMB Sannois ;
AJMI ;
Arrosoir ;
Astrolabe ;
Carré bleu ;
Charlie Free ;
Cri du Port ;
Fédération des scènes de jazz et de musiques improvisées ;
File 7 ;
Grand Mix ;
Grenier à sons ;
Jazz à Dunkerque ;
Jazz club d'Auxerre ;
KAO Konnection - Ninkasi ;
Média music ;
Méridionale des spectacles ;
MJC du Point du Jour - La Citrouille ;
Noumatrouff ;
Omnibus ;
Pannonica ;
Penn Ar Jazz ;
Petit Fauchoux ;
Rif ;
Rio Grande ;
Run Ar Puns ;
Triton.